

**DIR PROJETS/AR-2023-151
ARRETE DU MAIRE**

Objet : ARRETE PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS De CIRCULATION et de STATIONNEMENT R12 - Du 7 au 8 juin 2023

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

Vu le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

Vu le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

Vu le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1^o-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

Vu l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 8^o partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

Considérant que l'entreprise **AGILIS – Chemin de Viercy – 77550 LIMOGES-FOURCHES tél : 01.30.11.85.10** ainsi que l'entreprise **AXIMUM – 4, rue Marie Curie – 78310 COIGNIERES – tél : 01.30.69.88.20** doivent réaliser des travaux de remplacement d'un musoir et des glissières de sécurité accidentés sur la voie R12 pour le compte de SQY ;

Considérant qu'il convient de règlementer toutes mesures relatives à l'occupation du domaine public pour permettre le bon déroulement des travaux et d'assurer la sécurité des usagers en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet,

ARRETE

Article 1^{er} : Les bénéficiaires sont autorisés à occuper le domaine public durant les nuits du 7 et du 8 juin sur la voie R12 et à exécuter les travaux de réparation d'un musoir et des glissières de sécurité accidentés sur la voie R12. A charge pour eux de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Un balisage règlementaire de signalement de chantier correspondant au type de voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc..) devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux. Les prescriptions de la DIRIF devront être prises en compte.

Article 3 : La bretelle d'accès à la R12 venant de la RN12 sera fermée à la circulation.

Article 4 : Une déviation sera mise en place par la RD30 et la voie W18 à Elancourt pour rejoindre la R12.

Article 5 : La voie R12 sera fermée à la circulation au niveau du rond-point Diderot vers Paris.

Article 6 : Une déviation sera mise en place par l'avenue Diderot, avenue Gay Lussac, RD912 et la D58.

Article 7 : Les entreprises procéderont aussi souvent que nécessaire au nettoyage des abords du chantier.

Article 8 : Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place si la situation l'exige.

Article 9 : Les entreprises procéderont à la réfection des lieux conformément aux cahiers des charges et aux prescriptions techniques de Saint-Quentin-en-Yvelines. La

ville de Trappes se réserve le droit d'apporter toute modification qui lui semblera utile.

Article 10 : Les activités de chantier sont autorisées entre 22h30 et 4h30.

Article 11 : Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux.

Article 12 : Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.

Article 13 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification. Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

Article 14 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Elancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

Fait à Trappes, 28 AVR. 2023

Ali RABEH
Maire de Trappes

